



DROIT AU LOGEMENT



Crise humanitaire en Haïti : la France doit cesser d'expulser les Haïtien.nes

Nos associations demandent aux autorités françaises de stopper sans délai les expulsions vers Haïti et d'honorer leurs engagements en termes de protection internationale et de solidarité.

La situation en Haïti est grave.

Le 3 novembre dernier, « *dans un contexte de crise humanitaire et sécuritaire en Haïti* » l'agence des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) appelait les Etats à suspendre les renvois forcés de personnes haïtiennes vers leurs pays.

Le HCR souligne une crise humanitaire majeure exacerbée par « *la violence, et notamment les violences sexuelles, les enlèvements, les pillages et les barrages routiers opérés par des bandes armées, ainsi que la récente épidémie de choléra* » et rappelle que « *les femmes, les enfants et les hommes haïtiens qui se trouvent à l'extérieur du pays et qui sont renvoyés de force en Haïti peuvent être confrontés à des risques sécuritaires et sanitaires potentiellement mortels* ».

Il se fait également l'écho du Haut-commissaire aux droits de l'Homme qui souligne des violations des droits de l'Homme et une violence armée qui ont « *précipité Haïti dans sa pire situation des droits de l'Homme et humanitaire depuis des décennies* ».

En 2022, nos associations constatent que des centaines de ressortissant.e.s d'Haïti ont pourtant été placé.e.s en rétention administrative en vue d'être expulsé.es et que des mesures d'éloignements ont été mises à exécution très récemment depuis la Guadeloupe.

La poursuite de ces expulsions revient concrètement à précipiter les personnes concernées dans un contexte de violences généralisées où leur vie est en danger, ce qui contrevient à toutes nos valeurs et nos engagements en matière de protection des droits humains, de solidarité et d'accueil.

En cohérence avec ces engagements internationaux, notamment ceux pris au sein des Nations Unies et de l'Union européenne, nos associations demandent aux autorités françaises de :

- Octroyer une protection aux ressortissant.e.s d'Haïti présent.e.s sur l'ensemble du territoire ;
- Mettre un terme aux mesures privatives de liberté prises à leur encontre ;
- Procéder à l'arrêt immédiat des expulsions vers Haïti.

Signataires :

Collectif Migrants outre-mer : Gisti, Association pour le droit des étrangers (ADDE), Fasti, Médecins du monde, Caritas, Comede, La Cimade, Ligue des droits de l'Homme (LDH), Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples (MRAP), Aides, Elena, Syndicat des avocats de France (SAF), Sud Education.

En Guadeloupe : Combat ouvrier, Confédération Générale du Travail de la Guadeloupe (CGTG), Tet Kolé, Fos Pou Konstwi Nasyon Gwadloup (FKNG)

En Guyane : Carbet des associations, Droit au logement, RESF Guyane, LDH – section Cayenne, VIVA

En Martinique : ASSOKA